

Que signifie cette obsession du réarmement ?

Ce début d'année 2024 est marqué par les déclarations du président de la République et de plusieurs ministres sur la nécessité d'un « **réarmement civique et moral** » de la jeunesse. Que les membres du gouvernement donnent des leçons de morale pourrait prêter à sourire !

Mais ce qui pointe derrière ce « réarmement civique » est autrement plus sérieux : « *Le sens du devoir, il n'est pas inné, il s'apprend, il se développe, il s'entretient. Et oui, le Service national universel permet cela. Nous devons nous rappeler que nous avons un destin commun, peu importe d'où l'on vient, où on habite, qui l'on est.* » (Prisca Thévenot, alors Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et au SNU ; aujourd'hui porte-parole du gouvernement). C'est toujours le même roman : riche ou pauvre, exploiteur ou exploité-e, policier armé ou jeune discriminé, résident-e d'un quartier privilégié ou habitant-e d'une banlieue à l'abandon, chômeuse sans droit ou rentier, etc., nous aurions « un destin commun », les mêmes intérêts à défendre...

Nous refusons, dénonçons et combattons cette politique réactionnaire et le SNU qui la sert

Il y a aussi le « **réarmement militaire** », qu'illustre la loi de programmation 2024-2030 augmentant le budget des Armées, tous les ans, de 3 à 4 milliards d'euros, soit 413 milliards de dépenses militaires sur la période.

Colonialisme et impérialisme sont à l'origine de guerres dans plusieurs régions du monde ; nous soutenons la résistance des peuples opprimés, leur droit à vivre en paix et à l'autodétermination. L'explosion des dépenses militaires dans de nombreux pays ne servira pas ces buts ; bien au contraire.

Par ailleurs, les responsables militaires ne s'en cachent pas : ils espèrent que le SNU amènera plus de vocations militaires !

Nous refusons, dénonçons et combattons cette politique militariste et le SNU qui la sert.

« *Je souhaite, en tant que secrétaire d'Etat à la Jeunesse et au SNU, que ce Service national universel devienne un passage républicain pour chaque jeune de notre nation. **Donc oui, je souhaite qu'il soit généralisé*** », a indiqué, le 5 janvier, Prisca Thévenot.

Nous, nous soutenons les jeunes qui s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. Nous refusons la militarisation de la société. « **Donc, oui, nous refusons le SNU !** »

Comme le disent les syndicats de l'Education nationale, « les élèves ont besoin d'école, pas de SNU ».

Le 10 janvier 2024

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans¹

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

¹ Appel national initialement lancé en mai 2019.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : plusieurs milliards d'euros par an, selon les derniers rapports du Sénat. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.

Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, SUD Luttés De Classes – éducation, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix lycéenne, Union Etudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Etude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Association Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA), Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Editions du Chemin Creux, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Nantes, Saint-Nazaire, , Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges, Corrèze...*

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net